



Montreuil, le vendredi 22 août 2025

Toutes et tous mobilisé.es, en manifestation et en grève jusqu'au retrait du budget antisocial Bayrou - Macron

Monétisation de la 5^e semaine de congés payés, mise en cause de jours fériés, passage à 6 jours de carence de la part de la Sécurité Sociale, nouvelle vague de déremboursement de médicaments, nouvelle « loi travail » en préparation avec à la clé toujours moins de droits pour les salarié.es, nouvelles coupes dans les budgets sociaux... Voici ce qui attend les salarié.es dans leur ensemble.

Cette nouvelle vague d'austérité qui nous est demandée découle de la politique des gouvernements successifs, depuis plusieurs décennies qui s'échinent à détruire notre système social pour accroître toujours plus la part dévolue aux capitalistes, sous toutes les formes possibles : transfert d'argent public au travers de la dette, artefact créé il y a 50 ans par un autre banquier de la banque Rothschild, cadeaux fiscaux aux patrons voyous qui ne remboursent jamais l'intégralité de leur dû, 211 milliards d'aide aux entreprises et 80 milliards d'exonérations de cotisations sociales... pour 98 milliards de dividendes versés aux actionnaires du CAC 40.

Encore une fois le choix du Gouvernement est de faire payer aux plus pauvres, les cadeaux qu'il fait au grand patronat et aux financiers, car la baisse des recettes, que les laquais du capital entendent entériner, a des conséquences délétères sur les services publics, la Sécurité sociale, l'assurance-chômage... mais aussi sur nos conditions de vie hors et au travail, notamment par l'augmentation du temps de travail quotidien, hebdomadaire, annuel (suppression de 2 jours fériés et monétisation de la 5^e semaine de congés payés) et tout au long de la vie (recul de l'âge de la retraite).

Cette soi-disant lutte contre la dette, qui cache une chasse aux profits maximaux, s'accompagne, cette fois-ci, c'est une nouveauté, d'un discours de « responsabilité et de protection du pays » tant en France qu'au niveau de l'Union Européenne. Face à une guerre que l'on nous annonce, inéluctable.

Jean-Paul Sartre a dit « Quand les riches se font la guerre, ce sont les pauvres qui meurent ». Dans le cas présent, nous pouvons affirmer que « quand les riches préparent la guerre, ce sont les masses populaires qui la financent ».

Il nous appartient de ne pas les laisser faire, de dénoncer chaque mensonge, chaque manipulation et de nous opposer à leur projet et d'imposer un virage complet de la politique irresponsable menée par nos édiles.

Nous revendiquons :

- Une répartition plus juste des richesses ;
- La revalorisation des salaires, des pensions et des minima -sociaux ;
- Un SMIC à 2 000€ net indexé sur l'inflation ;
- L'interdiction des 6 jours de carence et la suppression de deux jours fériés ;
- Le retour de l'ISF ;
- La suppression des exonérations de cotisations patronales ;
- La taxation sur les profits ;
- Les 32 heures ;
- L'égalité salariale ;
- L'égalité des droits ;
- La suppression de tous les jours de carence.

La fédération des sociétés d'études appelle chacun.e à se mobiliser partout, à manifester et à faire grève, à compter du 10 septembre 2025 et en toute occasion contre cette politique et ce, sans aucune limite de durée, jusqu'au retrait du budget Bayrou.

Fédération des Sociétés d'Etudes